

Les avenir inégalement sombres des pays en voie de développement

Monique Fouet,

Chargée d'études à l'OFCE,

Responsable de la division environnement international

L'ampleur des contraintes extérieures pesant sur les zones dites « en voie de développement » fait de leur desserrement une condition nécessaire, mais non suffisante, à toute croissance économique d'ici la fin de la décennie dans des pays qui, par choix ou par nécessité, se sont insérés dans les marchés mondiaux.

Au Moyen-Orient la stagnation du pouvoir d'achat du pétrole, en Afrique la régression du pouvoir d'achat des matières premières, en Amérique latine la charge de la dette, en Asie le protectionnisme des pays industrialisés sont autant de risques qui laissent attendre une régression des niveaux de vie durant les années à venir. Pour qu'ils ne se matérialisent pas, il faudrait soit la conjonction — peu vraisemblable — d'hypothèses extrêmement favorables dans le cheminement de la croissance en OCDE, soit une modification de l'attitude du « Nord » face au « Sud ».

La littérature économique des années 1970, reléguant alors l'Allemagne au rang de simple modèle, a célébré de nouveaux miracles : les « Nouveaux Pays Industriels ». Leur réussite, quoique surprenante, paraissait néanmoins susceptible d'imitation par tous les PVD qui accepteraient de se donner les moyens d'un tel décollage économique. Le recyclage des pétro-dollars constituait une réussite qu'initialement on n'avait pas osé espérer, les surplus financiers de l'OPEP venant, par le canal des banques, irriguer à la fois les économies de l'OCDE et celles des PVD.

Les événements des premières années 1980 marquent-ils une simple pause dans le fonctionnement de ces mécanismes ? Ou sont-ils au contraire le signe d'une rupture durable, due à l'épuisement de palliatifs qui ne pouvaient être qu'éphémères ? Le présent article fournit des éléments de réflexion à ce sujet, sous forme de prévisions à moyen terme concernant les PVD (1).

L'expression « pays en voie de développement » désigne ici les pays n'appartenant ni à l'OCDE ni au COMECON. Elle peut paraître inadéquate au regard des évolutions récentes et de celles que l'on anticipe, dans la

(1) Elaborées à l'OFCE à partir d'une prévision à moyen terme de l'économie mondiale établie par le département des diagnostics de l'OFCE pour le GIMELEC afin d'éclairer les perspectives d'exportations françaises de matériels d'équipement électrique (novembre 1983).

mesure où certains pays semblent engagés dans la voie du sous-développement. On conservera néanmoins ici cette terminologie en raison de son caractère usuel.

Pour tenir compte des différences profondes existant entre PVD, on a procédé à un découpage en zones géographiques, assorti le cas échéant d'une décomposition isolant les pays de l'OPEP (annexe I).

Nature de la prévision

L'évolution de l'économie mondiale d'ici 1990 a été et est explorée par de nombreux organismes français, étrangers et internationaux. Les travaux publiés sont de deux types. D'une part des perspectives économiques appuyées sur des analyses géopolitiques, présentées sous forme de scénarios ; c'est le cas par exemple des travaux Interfuturs effectués entre 1976 et 1979 dans le cadre de l'OCDE, ou de ceux poursuivis par le CEPII. D'autre part des prévisions quantifiées agrégées de l'économie mondiale, servant de variables d'entrée à des modèles nationaux ; c'est le cas notamment des Prévisions Glissantes Détaillées réalisées par le BIPE et l'INSEE.

Ces travaux ont fourni de solides points d'appui pour l'étude présentée ici ; mais on a tenté de combiner les deux types de démarche, afin de fournir une prévision :

— qui soit unique, mais ne soit pas conçue comme ligne intermédiaire entre deux scénarios extrêmes, car la réalité nous semble devoir osciller de l'un à l'autre ; les chiffres retenus ne se veulent pas systématiquement « moyens », « hauts » ou « bas », mais simplement vraisemblables ;

— qui corresponde aux développements géopolitiques jugés les plus probables, en supposant, par exemple, que des évolutions de type iranien pourraient certes survenir dans certains pays du Golfe Persique, mais non dans la totalité de cette région ;

— qui comporte des chiffrements annuels, le cheminement permettant de préciser la logique retenue et d'éviter que les perspectives ne soient faussées par la position de la dernière année connue dans le cycle économique.

Des fluctuations probables sont ainsi dessinées, sans qu'on prétende dater et mesurer précisément les points de retournement. En raison du caractère cyclique de la croissance économique américaine et de difficultés structurelles persistantes, il nous paraît vraisemblable qu'une nouvelle récession se produira dans les années à venir et qu'elle ne peut guère intervenir brutalement dès 1985, ni être différée jusqu'à la fin de la décennie. Mais une grande incertitude demeure quant à sa date à l'intérieur de ces limites de temps.

C'est pour éclairer des ordres de grandeur et illustrer des raisonnements que des chiffres sont présentés dans cet article. Leur lecture doit être d'autant plus prudente que souvent les raisonnements eux-mêmes s'attachent à cerner les incertitudes, plutôt qu'à les réduire, parti-

culièrement s'agissant des zones en voie de développement, pour lesquelles font souvent défaut les données chiffrées qui permettraient de décrire et expliquer le passé.

Les hypothèses concernant les pays industriels

Toute prévision concernant les pays en voie de développement est étroitement dépendante des hypothèses faites pour les pays industriels. Nos prévisions ⁽²⁾ peuvent être résumées comme suit :

— La politique économique des Etats-Unis demeurera orientée vers l'assainissement. Ce pays dispose de potentialités permettant d'espérer une croissance économique soutenue lorsque les déséquilibres accumulés depuis la fin des années 1960 auront été suffisamment résorbés ; mais cette résorption semble impliquer une récession à assez brève échéance. La fin de la décennie pourrait être caractérisée par une véritable sortie de crise, mais la croissance sera, d'ici là, heurtée et relativement lente.

— Les économies européennes seront moins dynamiques que celles des Etats-Unis et du Japon. Les taux de profit ne semblent guère susceptibles de remonter fortement en Europe au cours des prochaines années, leurs performances médiocres étant à la fois cause et conséquence d'une faible croissance de l'investissement productif. Le Japon verra sa croissance se ralentir, car l'insuffisance des débouchés constituera un obstacle qui ne sera progressivement surmonté qu'à partir de la fin de la décennie.

— Un protectionnisme sectoriel et localisé se développera, sans toutefois aller jusqu'à provoquer une contraction du commerce mondial. Les Etats-Unis seront, comme au cours des années récentes quoique de manière plus atténuée, un pôle d'attraction pour les épargnes étrangères et non un pays exportateur net de capitaux. Le taux de change effectif réel du dollar s'abaissera, mais vers la fin des années 1980 son niveau sera encore supérieur à ceux des dernières années 1970.

(2) Voir dans ce même numéro l'article qui présente une prévision centrale et deux scénarios. L'analyse des pays en voie de développement présentée ici s'appuie sur le scénario de go and stop.

Le Moyen-Orient : la question du pétrole

Le pouvoir d'achat du pétrole n'augmentera pas

A l'aube du premier choc pétrolier les produits énergétiques fournissaient 85 % des recettes d'exportation du Moyen-Orient. Cette part est demeurée constamment supérieure à 90 % depuis 1974, celle des produits manufacturés oscillant entre 3 et 5 % et celle des matières premières non énergétiques étant négligeable. La question qui se pose d'emblée est donc celle du pouvoir d'achat du pétrole au cours des années à venir.

Après le premier choc pétrolier les estimations se sont multipliées pour évaluer la tendance des prix nécessaire à l'équilibre des marchés à moyen terme. Bien que fondées sur des prévisions de croissance économique et donc de demande de pétrole supérieures à ce qui s'est réellement passé, elles conduisaient à des prix sensiblement inférieurs à ceux qui sont actuellement pratiqués : environ 20 dollars par baril, l'équivalent du coût de production en mer du Nord. Le second choc pétrolier a, entre autres conséquences, conduit à réduire davantage la consommation, faciliter la prospection hors OPEP et abaisser la part de la demande de pétrole satisfaite par l'OPEP. Depuis la mi-1981 la production de l'OPEP est inférieure à celle des autres pays du monde non socialiste et l'écart va en se creusant. Sa part, qui s'était réduite de 65 % en 1973 à 61 % en 1979, n'a plus été que de 43 % en 1983.

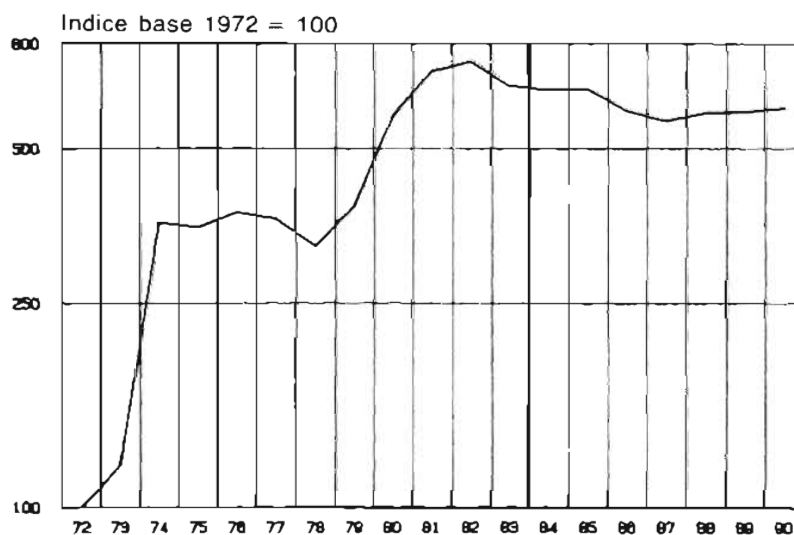
Certes dans les pays de l'OPEP le coût de production est faible et la rente minière, considérable, est de mieux en mieux assurée à mesure que les autres producteurs, spécialement ceux exploitant des puits en mer du Nord, tiennent à rentabiliser leurs investissements. Néanmoins de nombreux membres de l'OPEP se trouvent désormais en situation de déficit de leurs échanges extérieurs, ce qui affaiblit considérablement la force de négociation de l'Organisation. La tentation d'accroître unilatéralement les volumes de production est grande pour les membres les plus endettés ou engagés dans des guerres. Par ailleurs augmenter le prix risque d'accélérer la baisse de demande de pétrole OPEP si les pays non membres ne suivent pas. Une entente avec les principaux pays exportateurs extérieurs au cartel (Mexique, Royaume-Uni) est donc nécessaire pour maintenir les cours. Et elle ne pourrait empêcher que des pays du Moyen-Orient pâtissent des inquiétudes de leurs clients quant à la sécurité de leur approvisionnement.

Peut-être les intérêts occidentaux, spécialement américains, déjà engagés dans des projets de sources d'énergie substituables et menacés dans leur rentabilité par des prix de pétrole trop faibles seront-ils assez puissants pour redresser la tendance de ces prix. Mais cela nous semble peu probable en l'absence de menaces directes sur les approvisionnements.

Quant aux hypothèses concernant la demande de pétrole, elles doivent prendre en compte une croissance lente de l'économie mondiale et, même

en l'absence de nouvelles hausses de prix, une poursuite des efforts d'économie d'énergie. Le niveau des prix restera en effet assez élevé pour y inciter. Adapter à cette fin les matériels en place est certes coûteux, moyennement efficace et par conséquent peu rentable. Mais l'obsolescence des équipements provoquée par une vive concurrence peut, en accélérant le renouvellement du parc de machines, amener à réaliser de telles économies. C'est pourquoi on retient la probabilité d'un processus continu d'économies de pétrole au cours des années 1980.

Deux éventualités se présentent alors : soit une stabilité ou un léger déclin du prix réel du pétrole, en moyenne, sur la période, soit une explosion des prix par suite d'un conflit touchant l'Arabie Saoudite. La présente prévision ne prend en compte que le premier cas de figure. Sa traduction chiffrée (graphique 1) résulte alors du cheminement suivant.



1. Pouvoir d'achat du pétrole

Source : Estimations et prévisions OFCE.

En 1984 le prix nominal du pétrole reste au même niveau qu'en 1983. En 1985, année marquée par une relative surchauffe dans les économies occidentales, une augmentation nominale est possible, mais permet seulement de stabiliser le prix réel, défini comme pouvoir d'achat des producteurs de pétrole (le prix en dollars courants est déflaté par le prix des exportations mondiales de produits manufacturés en dollars). Les deux années suivantes étant caractérisées par un creux conjoncturel mondial, le prix nominal reste stable, de sorte que le pouvoir d'achat décline. C'est seulement avec la reprise des dernières années de la décennie qu'un rattrapage se produit qui porte le baril à 38/39 dollars en 1990.

La croissance économique risque d'être interrompue au Moyen-Orient pendant plusieurs années

Les recettes d'exportation du Moyen-Orient seront alors doublement limitées : le pouvoir d'achat du pétrole régressera légèrement, les quantités vendues par les pays de l'OPEP situés au Moyen-Orient s'accroîtront moins que la demande des pays non socialistes. Or cette région n'échappe plus à la contrainte extérieure.

La dégradation de la balance courante qui a affecté le Moyen-Orient est en effet considérable ; elle apparaît simplement un peu moins ample si on tente de la corriger des écarts statistiques enregistrés les dernières années (annexe II). Le solde ainsi rectifié serait passé d'un excédent de plus de 80 milliards de dollars en 1980 à un déficit en 1983. Les pays pétroliers de la zone ont en effet généralement de lourds déficits dans les échanges dits invisibles, et la situation d'Israël est particulièrement délicate.

Cette zone devra donc limiter ses importations pour éviter soit de consommer trop rapidement les excédents accumulés par le passé, soit, en d'autres cas, d'aggraver une situation de paiements courants déficitaires de longue date. En tout état de cause, la volonté d'éviter des développements à l'iranienne incitera les pays du Golfe à ne pas accélérer un processus d'industrialisation qui malgré de très forts taux de croissance de l'investissement au cours des années passées dans des pays tels que l'Arabie Saoudite est encore embryonnaire. Les importations de produits manufacturés de cette zone, dont les 3/4 sont celles des pays de l'OPEP, marqueront alors une rupture de tendance très nette par rapport aux années 1970 (3).

De 1970 à 1980, les PNB du sous-ensemble « Arabie Saoudite + Koweït + Emirats Arabes Unis », qui comprend 10 millions d'habitants nationaux et plusieurs millions de travailleurs immigrés venant des pays voisins ou d'Asie, avait augmenté au rythme annuel moyen de 8,5 % (en volume). La consommation des ménages par habitant (en volume) avait progressé dans le même temps au rythme annuel moyen de 11 % en Arabie Saoudite et de 3,5 % au Koweït, qui partait d'un niveau plus élevé. A cela a succédé depuis deux ans un déclin qui risque fort d'être suivi — au mieux — par une stabilisation pendant de nombreuses années. Quelles seront les conséquences économiques, politiques et sociales qui pourront découler de cette rupture ? Il est difficile de les évaluer, mais des tensions paraissent d'autant plus inévitables que le conflit armé entre l'Iran et l'Irak ne semble pas près de s'achever.

(3) Cf. graphique n° 12 en fin d'article.

L'Afrique : les prix des matières premières

Le pouvoir d'achat des matières premières ne se redressera pas

Zone globalement pauvre et hétérogène, l'Afrique ne bénéficie généralement que d'une industrialisation limitée, surtout dans les pays situés au sud du Sahara. A l'exception de l'Algérie ou du Nigéria, pays gros producteurs d'énergie, qui ont mené une politique d'appel aux capitaux étrangers fondée sur des prévisions de recettes à l'exportation s'avérant aujourd'hui exagérément optimistes, les pays africains ne connaissent pas de graves problèmes d'endettement auprès de banques privées. Ils reçoivent en général des prêts publics à taux avantageux et des aides diverses sous forme bilatérale ou multilatérale. Ils ne seront donc pas contraints de dégager des excédents sur les échanges de marchandises, puisque les échanges d'invisibles ne se soldent pas par des déficits massifs ; mais ils n'auront guère de marges de manœuvre, de tels prêts et aides ne paraissant guère susceptibles d'être substantiellement accrus au cours des prochaines années. Aussi ces pays devront-ils obtenir un quasi-équilibre de leur solde commercial.

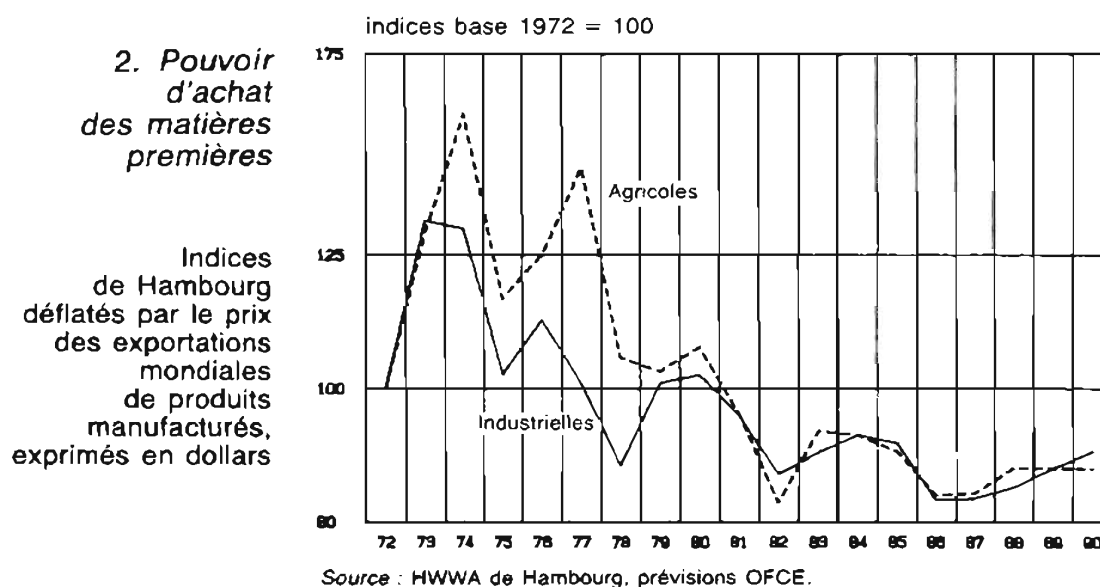
Le continent africain, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, tirait du pétrole le tiers de ses recettes d'exportation en 1970 et les trois quarts en 1980. A l'intérieur de cet ensemble les quatre pays appartenant à l'OPEP fournissaient en 1980 70 % des exportations totales et près de 90 % des exportations pétrolières. Les autres pays ont des recettes d'exportation constituées de façon croissante par du pétrole (45 % en 1983, contre 10 % durant les années 1970) mais de manière encore importante par des matières premières non énergétiques (35 % en 1983, contre 70 % durant les années 1970) ; la part des produits manufacturés reste légèrement inférieure à 20 %.

L'Afrique continuera à subir les fluctuations des cours des matières premières sur les marchés mondiaux. Pour certaines matières premières industrielles la baisse des prix réels des années passées pourra provoquer un tarissement des investissements entraînant à terme une pénurie ; les délais de mise en service d'une exploitation étant de plusieurs années, une telle éventualité se matérialiserait avant la fin de la décennie. Mais ceci ne concernerait que des cas limités.

Plusieurs facteurs sont par ailleurs susceptibles d'entretenir une assez grande instabilité des cours. Les alternances de reprise et de récession, les fluctuations des changes, les engagements excessifs des banques commerciales et les risques politiques dans les pays en voie de développement soumis à une cure d'austérité rendent plus aléatoires les projets miniers. Les situations d'endettement de certains pays producteurs condamnés à exporter à tout prix ne leur permettent pas de conclure des contrats de vente dans des conditions qui préservent l'avenir. L'édition de stocks par les pays développés ne peut, en raison de leur caractère essentiellement stratégique et non pas commercial, contribuer

que faiblement à la stabilisation des cours, qui se heurtera longtemps encore au manque de moyens financiers.

Le plus probable est donc la poursuite de la remontée des cours mondiaux nominaux des matières premières minérales jusqu'en 1985, puis une rechute, et une nouvelle poussée, peut-être plus atténuée, au cours des dernières années de la décennie. Sur l'ensemble de la période 1983-1990, la croissance annuelle moyenne en termes nominaux serait d'environ 5%. En pouvoir d'achat on retrouverait alors en 1990 un niveau proche de celui de 1983 (graphique 2).



Une évolution de même nature est envisagée pour les produits alimentaires, passée l'année 1984 qui sera sans doute beaucoup moins favorable aux produits agricoles qu'aux matières premières industrielles.

Les niveaux de vie continueront à régresser

Dans ces conditions les recettes d'exportation du continent africain connaîtront une évolution très médiocre, qui s'opposera à toute croissance des importations et du niveau de vie tant en Afrique du Nord qu'au sud du Sahara.

La première zone comprend l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Libye. Ces pays, certes dissemblables à bien des égards, ont en moyenne un niveau de PNB par habitant (1 170 dollars en 1980⁽⁴⁾) très supérieur à celui de la seconde zone (510 dollars), et un secteur manufacturier beaucoup plus développé, surtout en Algérie. Tirant du pétrole, comme les pays du Moyen-Orient, une large partie de leurs recettes d'exportation, ils sont présentement confrontés à une rupture de la ten-

(4) En 1980 ce niveau était en France de 11 730 dollars.

dance antérieure au développement de leurs économies et à l'élévation de leur niveau de vie. Leur PNB réel s'était accru au rythme annuel moyen de 5,9 % entre 1960 et 1970, de 4,8 % entre 1970 et 1980, ce qui dégagait une progression annuelle moyenne de 3,3 % du PNB par habitant sur l'ensemble de ces périodes. Or la régression actuelle risque fort de n'être suivie, au mieux, que par une stagnation dans les années à venir. Les événements récents en Tunisie et au Maroc sont un premier signe des tensions qui pourraient s'ensuivre.

De la seconde zone il faut isoler le Nigéria. Ce pays de 90 millions d'habitants bénéficie d'importantes ressources pétrolières, de sorte que son PNB réel a progressé au rythme annuel moyen de 3,1 % durant les années 1960 et 6,5 % durant les années 1970. Sur ces deux décennies le PNB par habitant, atteignant 1 010 dollars en 1980, avait cru de 4,1 % en moyenne annuelle. Là aussi la rupture de tendance récente risque de ne pas être suivie par une reprise au cours des années à venir, d'autant que le solde extérieur est déséquilibré.

Les autres pays situés au sud du Sahara, nombreux et de petite dimension, totalisaient 250 millions d'habitants en 1980 avec en moyenne un PNB par tête de 360 dollars. La croissance annuelle du PNB réel total s'était établie à 4,0 % durant les années 1960, mais seulement 1,7 % durant les années 1970 ; la population s'accroissant d'environ 2,5 % par an, la décennie 1970 avait déjà été caractérisée par une régression du niveau de vie. Cette tendance risque de se poursuivre durant les années 1980.

L'Amérique Latine : l'endettement

La vingtaine de pays qui composent l'Amérique Latine comptent environ 350 millions d'habitants en 1983. Le PNB par tête, avec 1 900 dollars en 1980, est nettement supérieur à celui de l'Afrique ; mais cette moyenne, qui n'atteint que le 1/6 du niveau français, est affectée de fortes dispersions entre pays (560 dollars au Honduras, 3 630 au Venezuela) et à l'intérieur de chaque pays.

Le Brésil et le Mexique constituent à eux seuls plus de la moitié de la population et du PNB de cette zone ; les 2/3 sont atteints avec l'Argentine, les 3/4 avec la Colombie.

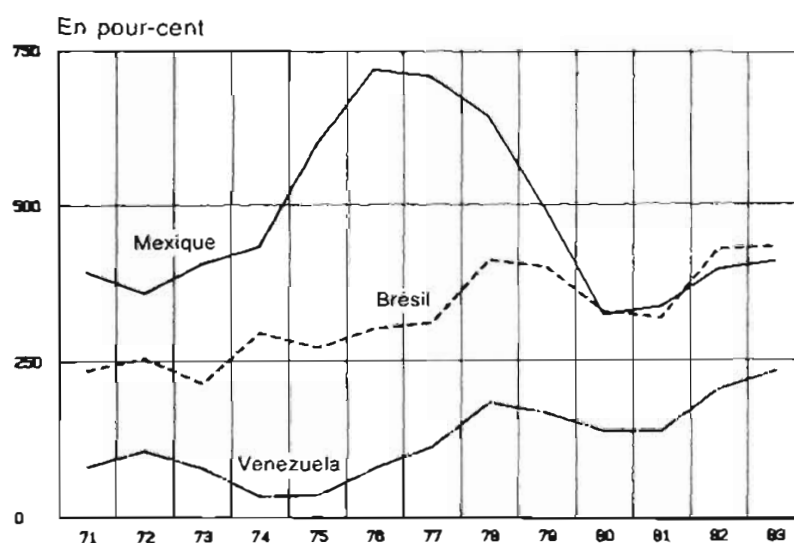
Le secteur manufacturier assurait au début des années 1980 près du quart du PNB dans les grands pays, entre 15 et 20 % dans les autres (contre moins de 10 % dans les pays africains). La croissance économique s'établissait au rythme annuel moyen de 5,5 % durant les années 1960 et 5,6 % durant les années 1970, dégagant sur l'ensemble de ces deux décennies une progression annuelle moyenne du PNB par habitant de 3,4 %.

L'endettement des années 1970...

Le recours à un endettement de plus en plus massif durant les années 1970 a été une caractéristique commune à la plupart des pays latino-américains. Ces emprunts avaient été contractés en partie pour financer des programmes énergétiques ou infrastructurels, et en partie pour accélérer l'industrialisation. Mais celle-ci a été partielle et sectoriellement mal équilibrée. Elle ne s'est pas inscrite dans le cadre d'une stratégie de substitution aux importations, ni n'a servi à réorienter les exportations vers des produits incorporant une plus forte valeur ajoutée. De 1970 à 1980 la part du pétrole dans les exportations s'est élevée de 25 % à 45 % et celle des autres matières premières a fléchi de 55 % à 35 % ; celle des produits manufacturés est restée aux environs de 20 %, tous les pays étant en dessous de ce taux, à l'exception du Brésil, qui se situe à 40 %. D'autre part l'intégration des systèmes financiers de certains pays au système de crédit international a rendu possible l'endettement des entreprises en devises à des fins autres que l'investissement ; ce phénomène, particulièrement net au Brésil, a pu être encouragé par les banques centrales de ces Etats afin d'augmenter leurs réserves en devises et donc de préserver la crédibilité externe du pays.

Cet endettement a été fortement encouragé par les banques étrangères, notamment nord-américaines, qui disposaient de ressources amples et peu onéreuses, pour lesquelles elles cherchaient des emplois. C'est ainsi que le recyclage des pétro-dollars a pu sembler bien fonctionner durant la seconde moitié des années 1970. Alors qu'en 1972 les fonds prêtés par les organismes privés ne constituaient que 45 % de la dette extérieure latino-américaine, ce pourcentage est aujourd'hui de près de 80 %.

Cet endettement a été contracté à une époque où les recettes futures d'exportation étaient fortement surestimées, tant par les créanciers que par les débiteurs. Tous se fondaient en effet sur l'hypothèse d'une croissance économique soutenue dans les pays industrialisés, qui se serait accompagnée d'augmentations en volume et en prix, de la demande adressée à l'Amérique Latine. Or cette hypothèse s'est trouvée brutalement infirmée à partir de 1981. Les exportations de la zone, qui, exprimées en dollars, s'étaient accrues au rythme annuel moyen de 30 % entre 1975 et 1980, ont stagné depuis lors (plus exactement, elles ont augmenté un peu en 1981, fortement régressé en 1982, et retrouvé en 1983 le niveau de 1980). Le calcul montre que si le rythme antérieur s'était maintenu (5), les exportations auraient atteint 195 milliards de dollars en 1983 ; or elles n'ont été que de 90 milliards. Cela explique pourquoi le capital de la dette, qui était censé décroître relativement aux exportations, s'est en fait accru plus rapidement qu'elles au cours des années récentes (graphique 3).



3. Dette extérieure rapportée aux exportations de marchandises

Source : Banque Mondiale, estimations OFCE.

La hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis au début 1980, en provoquant une récession dans ce pays, est pour partie à l'origine du freinage des exportations des pays latino-américains. Elle a en outre, simultanément, alourdi la charge de la dette ; et cela d'autant plus qu'une fraction croissante des prêts était consentie à court terme et à taux variables (près de la moitié des crédits bancaires accordés au Mexique et à l'Argentine, plus du tiers des crédits accordés au Brésil, ont une durée inférieure à un an).

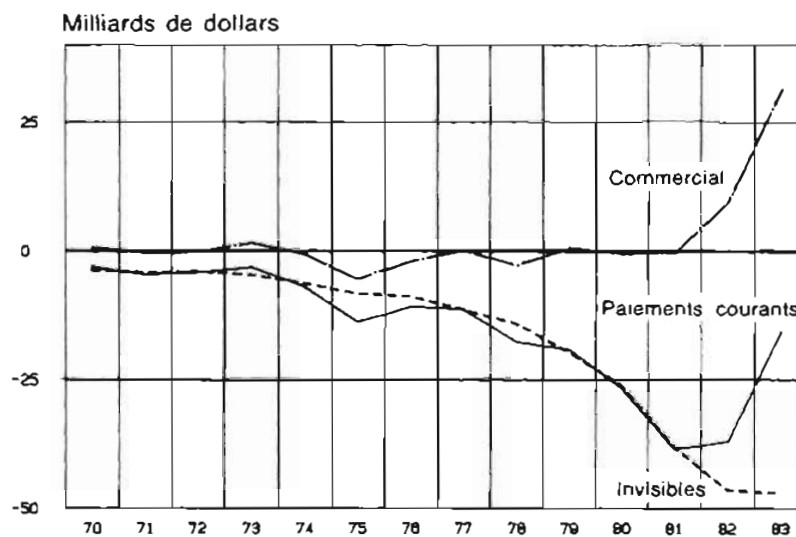
... a appelé des politiques d'ajustement brutales...

Une crise de liquidité s'en est suivie pendant l'été 1982, puis répétée en l'été 1983. Les ré-échelonnements se sont multipliés, tandis qu'étaient

(5) Le maintien de ce rythme aurait supposé la poursuite d'une croissance économique rapide et inflationniste dans les pays de l'OCDE, et la dépréciation du dollar.

imposées des politiques d'austérité dont les effets ont été spectaculaires sur les soldes commerciaux, mais insuffisants sur les soldes courants (graphique 4).

4. Soldes extérieurs de l'Amérique Latine



Source : FMI, estimations OFCE.

Le dégagement d'un excédent sur les marchandises a été obtenu par une contraction violente des importations, passées de 105 milliards de dollars en 1981 à 70 en 1983. Il s'agit tout d'abord d'importations de biens d'équipement. Une poursuite du bas niveau actuel et, a fortiori, un nouvel abaissement freineraient considérablement les potentialités d'industrialisation susceptibles de dégager à terme la production de biens exportables. Il s'agit aussi d'importations de biens de consommation, en partie seulement somptuaires, de sorte que c'est le niveau de vie qui est en cause ; il s'agit enfin de biens alimentaires, de sorte que pour des fractions entières de la population, c'est la survie qui est l'enjeu notamment dans les pays où l'anticipation erronée des recettes pétrolières avait conduit à délaisser l'agriculture. Les famines urbaines qui en ont résulté en 1983, aggravées au Brésil par des catastrophes naturelles, risquent de s'amplifier si cette politique est poursuivie.

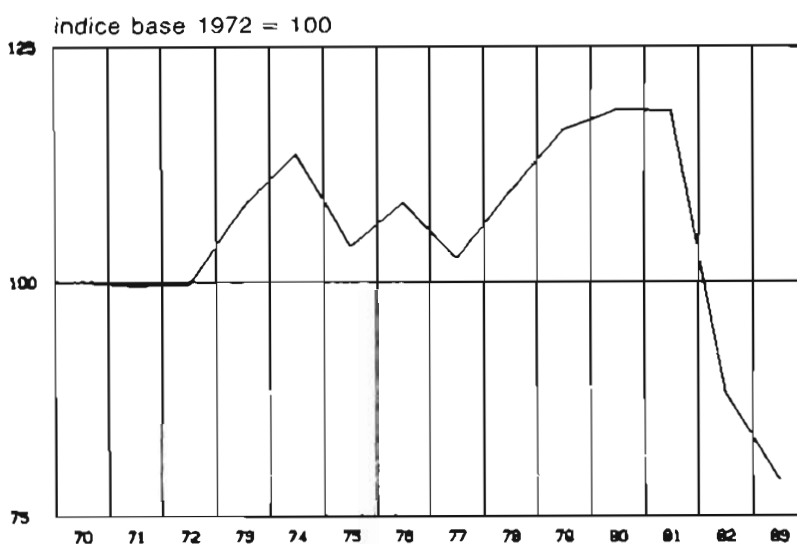
Quant aux exportations la performance relativement bonne des années 1982 et 1983 ⁽⁶⁾ s'explique par plusieurs facteurs, dont certains ne sont pas susceptibles de se poursuivre.

Tout d'abord les Etats-Unis ont pris soin de s'approvisionner en Amérique Latine plutôt que dans d'autres zones en voie de développement : ils ont acheté prioritairement leur pétrole au Mexique et au Venezuela et ont accru leurs stocks de matières premières. Les limites d'un tel palliatif seront rapidement atteintes.

D'autre part, suivant les recommandations du FMI, les pays latino-américains ont procédé à des dévaluations massives. Certains, tels le Brésil ou l'Argentine, qui avaient coutume d'ajuster fréquemment leur taux

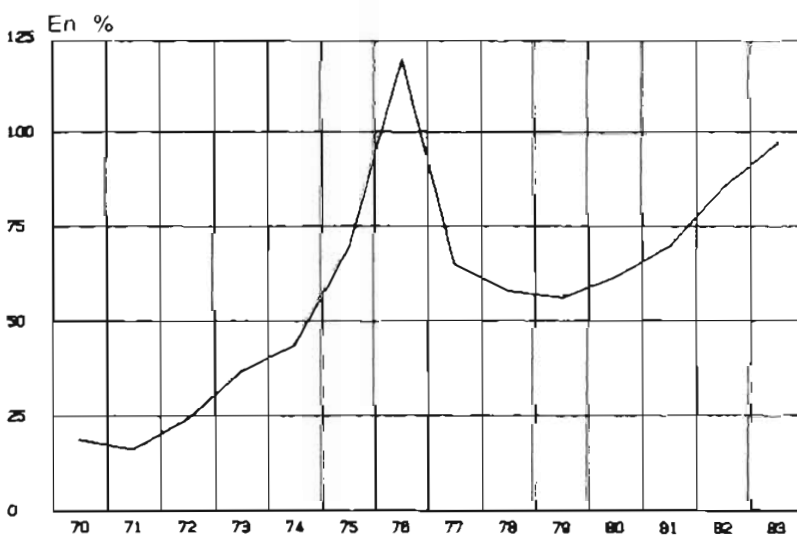
(6) En dollars, les exportations de l'Amérique Latine ont augmenté de 4,5 % entre la fin 1982 et la fin 1983 alors que celles des pays OCDE autres que les Etats-Unis n'ont augmenté que de 1 %.

de change pour tenir compte de l'inflation, ont procédé à des dévaluations qui allaient bien au-delà du différentiel de prix. D'autres, tel le Mexique, ont dû s'engager aussi dans la voie de la dévaluation, c'est-à-dire dans la spirale dévaluation-inflation, où le premier terme tente de ne pas se laisser annihiler par le second, qu'il provoque. La dépréciation réelle des taux de change obtenue au cours des années récentes (graphique 5) a rendu les pays latino-américains plus compétitifs, leur permettant certes de gagner des parts de marché, mais seulement pour les produits qu'ils sont capables d'exporter. En l'absence de capacités industrielles, elle ne peut donc exercer que des effets limités.



5. Taux de change et prix, ensemble Amérique Latine

Taux de change effectif réel vis-à-vis du dollar



Accroissement annuel des prix à la consommation

Source : FMI, estimations OFCE.

... qui n'ont pas écarté les menaces à moyen terme

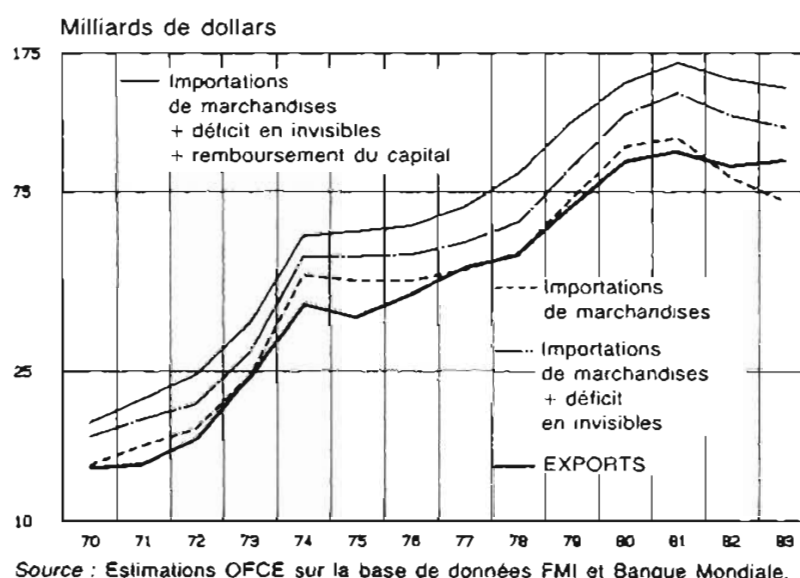
Cela étant, le maintien d'un excédent commercial au niveau atteint en 1983 et plus encore son accroissement ne peuvent résulter que d'un développement d'exportations induites par une croissance des importa-

tions des autres zones. Mais quelles zones ? Les autres pays en voie de développement, vers qui le Brésil orientait au début des années 1980 la moitié de ses exportations manufacturières, qu'ils soient latino-américains ou africains, tenteront de limiter leurs importations. Les pays de l'OCDE, dans le cadre des hypothèses retenues par la présente prévision, verront leurs importations croître moins rapidement que par le passé.

Cette évolution médiocre des exportations ne permettra ni de résoudre le problème de l'endettement, ni même de l'empêcher de s'aggraver. Le solde courant est resté déficitaire en 1983 ; il a donc fallu le financer en recourant à un endettement additionnel. Ce cercle vicieux apparaît plus grave encore si l'on prend en compte le remboursement du capital qui vient s'ajouter au déficit courant. Le graphique 6 confronte les exportations de marchandises aux flux à financer.

6. Comparaison des exportations de marchandises et des flux à financer

Total Amérique Latine



Néanmoins les années 1984 et 1985 seront peut-être celles d'un répit, pour deux raisons. D'une part la croissance économique dans les pays de l'OCDE sera porteuse d'importations, donc de recettes pour les pays latino-américains. D'autre part les ré-échelonnements en cours se font à des conditions moins draconiennes, en termes de taux d'intérêt et d'échéances, que celles de 1982. Mais ils semblent s'orienter vers des paniers de monnaies plutôt que sur le seul dollar ; or cette mesure, qui aurait été efficace au cours des années récentes, interviendra à contre-temps si elle prend pleinement effet au moment où le dollar se dépréciera.

Le problème risque de devenir aigu en 1986 et donner lieu alors à une véritable crise de solvabilité si rien n'a été fait d'ici là pour diluer dans le temps la charge de la dette. En tout état de cause, à côté de ce risque d'une crise financière, s'inscrit, pour les années à venir, la certitude d'une régression du niveau de vie en Amérique Latine, donc de troubles sociaux, voire d'interventions militaires.

L'Asie : le risque d'un protectionnisme des pays industrialisés

En dehors de la Chine, qui compte plus d'un milliard d'habitants, et des autres pays socialistes (150 millions d'habitants), l'Asie peut être décomposée en deux zones.

L'Asie du sud comprend principalement le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan et le Sri-Lanka. Ses 940 millions d'habitants, dont 720 en Inde, ont un niveau de vie extrêmement bas. La croissance démographique rapide, jointe à une croissance moyenne du PNB de 3,7 % par an durant les décennies 1960 et 1970, n'a permis de dégager au cours de cette période qu'une croissance annuelle moyenne du PNB par habitant de 1,4 %. Il était en 1980 de 235 dollars, soit 50 fois moindre que le français.

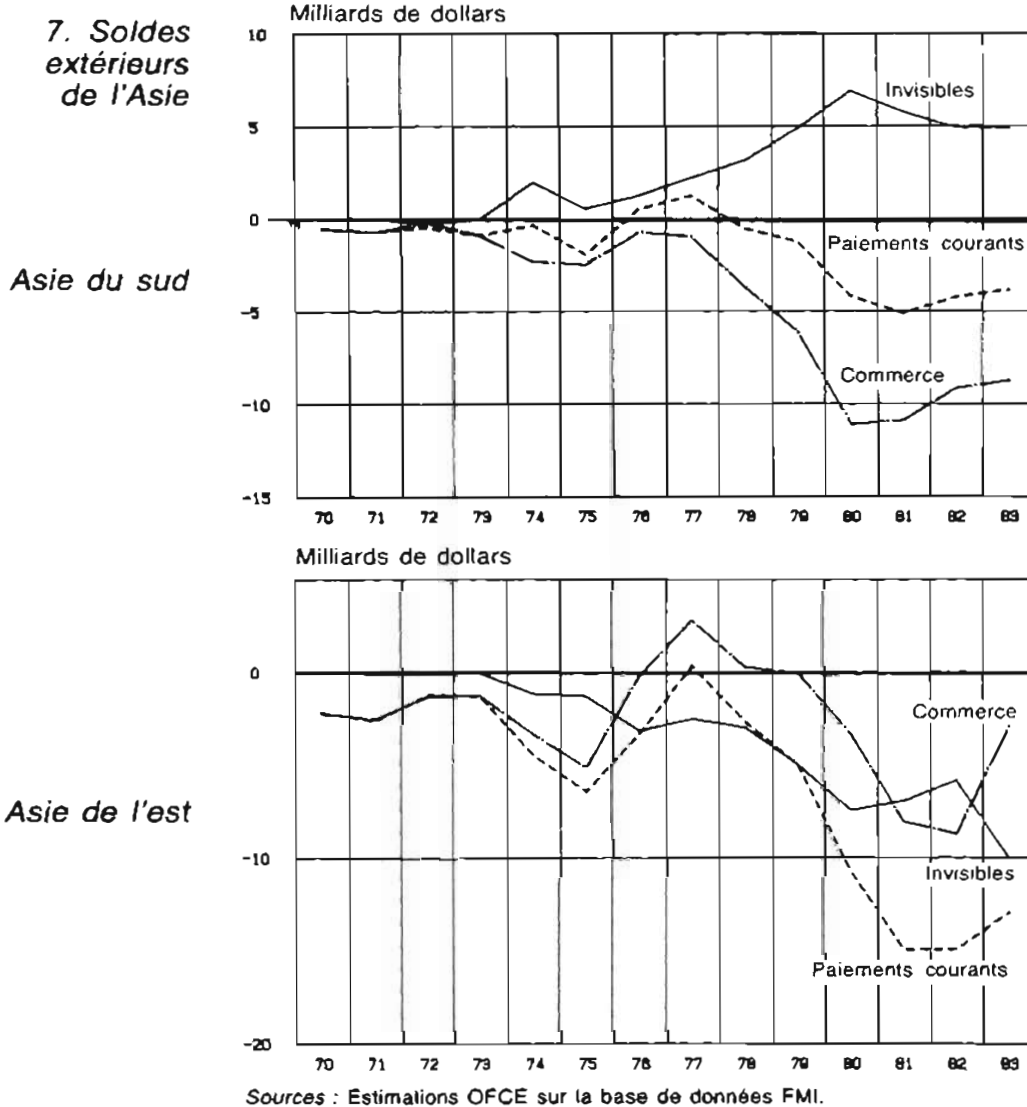
L'Asie de l'est comprend principalement la Corée, Hong-Kong, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, Taïwan et la Thaïlande. Une croissance démographique plus faible et une croissance du PNB beaucoup plus rapide (au rythme annuel moyen de 6,1 % durant les années 1960 et 6,9 % durant les années 1970) ont permis de dégager un accroissement annuel moyen du PNB par habitant de 4,3 %. Il atteignait en 1980, pour les 320 millions d'habitants, 855 dollars. Le PNB de cette zone, qui n'égalait que 5 % de celui des Etats-Unis en 1960, en représente 11 % aujourd'hui.

L'endettement est pour le moment moins grave qu'en Amérique latine

La dette extérieure des pays d'Asie non socialistes a atteint environ 180 milliards de dollars en 1983, contre 330 en Amérique Latine ; elle équivalait alors à un an de recettes d'exportation en Asie de l'est, 3 ans en Asie du sud et 3,5 en Amérique Latine.

La configuration des balances courantes est également contrastée. En Asie du sud un fort excédent net des invisibles, dû notamment aux exportations de services de l'Inde, compense une large fraction du déficit commercial ; en Asie de l'est au contraire un déficit des invisibles s'est creusé au cours des années récentes, qui s'ajoute au déficit commercial (graphique 7).

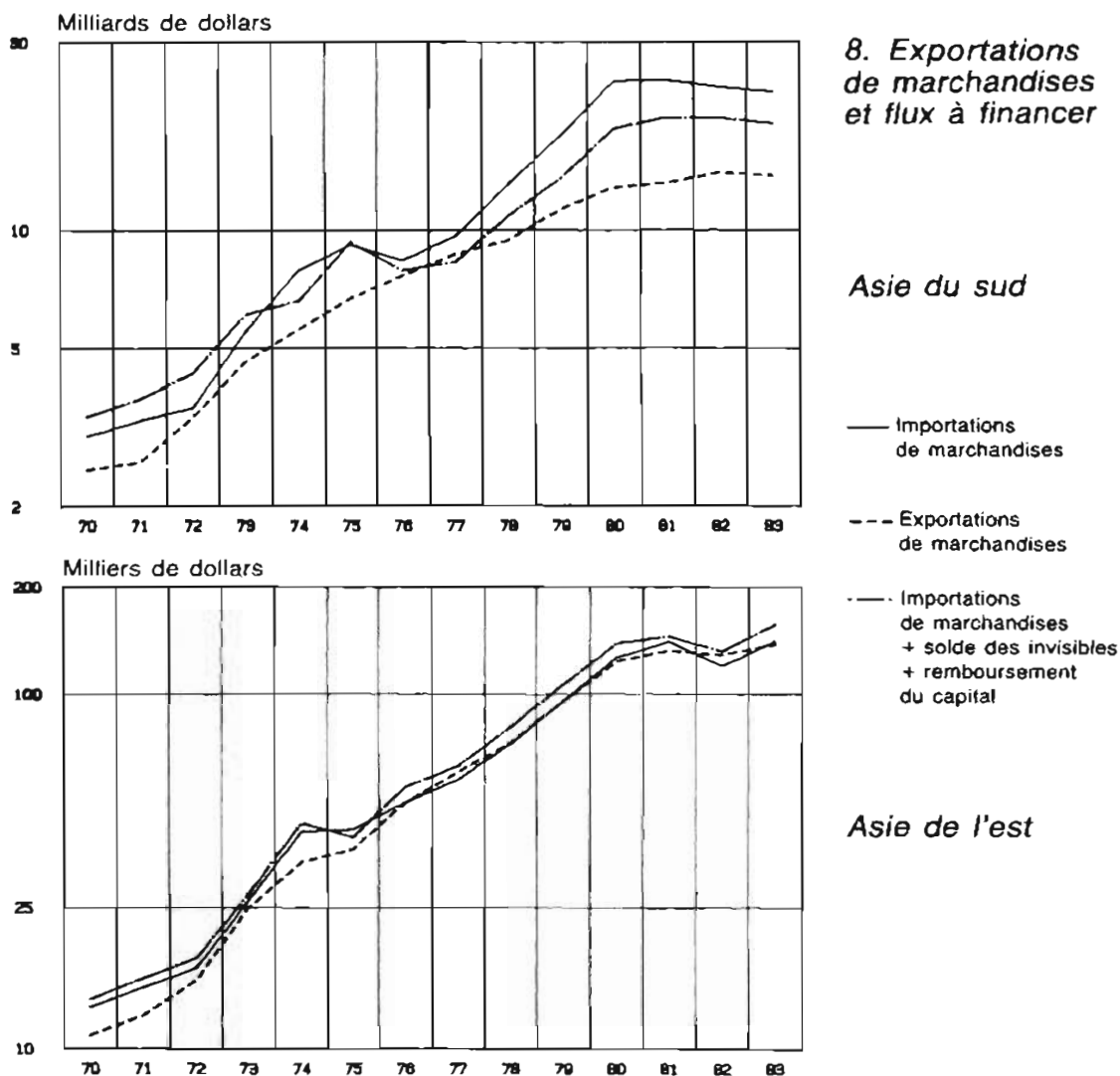
L'endettement extérieur de l'Inde étant ancien la charge du remboursement du capital est à peu près le double de la charge des intérêts. En Asie de l'est en revanche l'endettement est récent, de sorte que les intérêts sont nettement plus lourds que le principal. C'est pourquoi la prise en compte des invisibles et du remboursement du capital fait apparaître dans le premier cas un montant à compenser par des exportations de marchandises inférieur aux importations, dans le second cas un montant supérieur (graphique 8).



La situation apparaît donc globalement moins mauvaise que celle de l'Amérique Latine. En 1983, le taux de couverture par les exportations du total « importations de marchandises + déficit net en invisibles + remboursement du capital » était d'environ 90 % en Asie de l'est, 75 % en Asie du sud et 60 % en Amérique Latine.

Il faut toutefois observer que la situation est plus différenciée qu'en Amérique Latine, certains pays ayant un endettement faible, mais d'autres, telle la Corée, étant confrontés à une situation détériorée. Pour celle-ci la dette avoisinait 40 milliards de dollars en 1983. Ce chiffre se compare certes aux 80 milliards du Brésil, alors que les deux pays réalisaient à peu près le même montant d'exportations (entre 22 et 24 milliards de dollars). Mais les exportations occupent une place plus importante dans l'économie de la Corée, de sorte que, rapportée au PNB, la dette coréenne est presque aussi importante que celle du Brésil.

De manière générale, bien que la décreue des taux d'intérêt profite à un pays comme la Corée, où les deux tiers de l'endettement à court terme sont à taux variables, la charge de la dette extérieure risque au



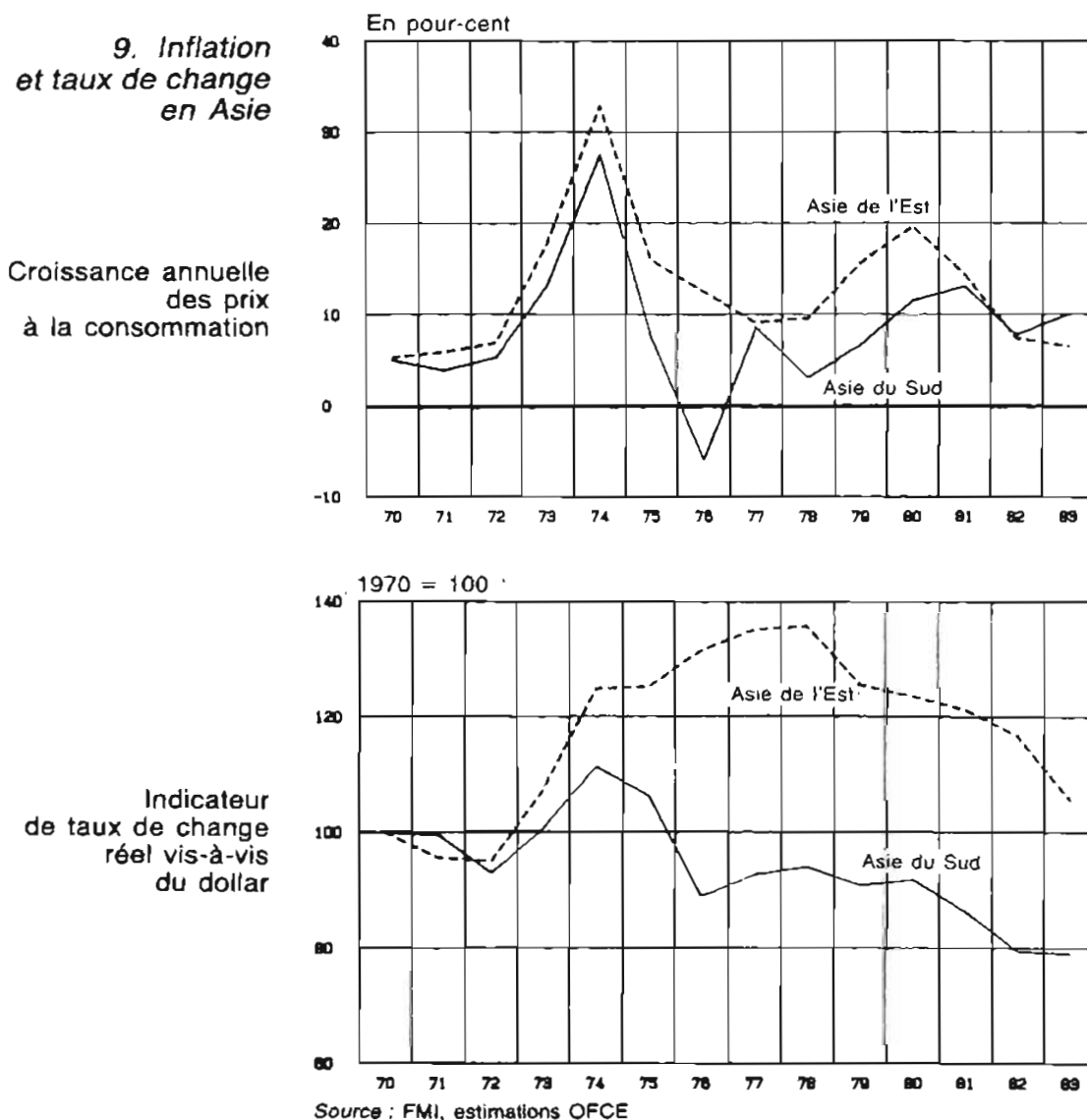
Source : Estimations OFCE sur la base de données Banque Mondiale et FMI.

cours des prochaines années d'évoluer dans un sens défavorable pour les pays asiatiques. Malgré leur forte croissance, ceux-ci ont en effet continué au cours des années 1970 à bénéficier d'un montant important d'aide publique, ce qui a modéré la dégradation de la balance courante. Or l'insistance que mettent les organisations internationales à les considérer comme « nouveaux pays industrialisés », allant de pair avec les craintes que suscitent chez les pays de l'OCDE les performances commerciales de ces nouveaux concurrents, incitent à prévoir une diminution de ces aides. Et cela d'autant plus que le montant global de l'aide publique aux pays en voie de développement semble appelé à stagner, alors que les besoins des pays les moins avancés seront plus pressants encore.

Ces modifications des flux de capitaux et de leurs coûts d'emprunt interviendront au moment où la croissance des exportations de marchandises sera freinée, de sorte qu'une détérioration des soldes courants des pays d'Asie de l'est est à craindre au cours des prochaines années, en dépit de l'avantage que constitue l'évolution du prix du pétrole pour une zone qui en est importatrice nette.

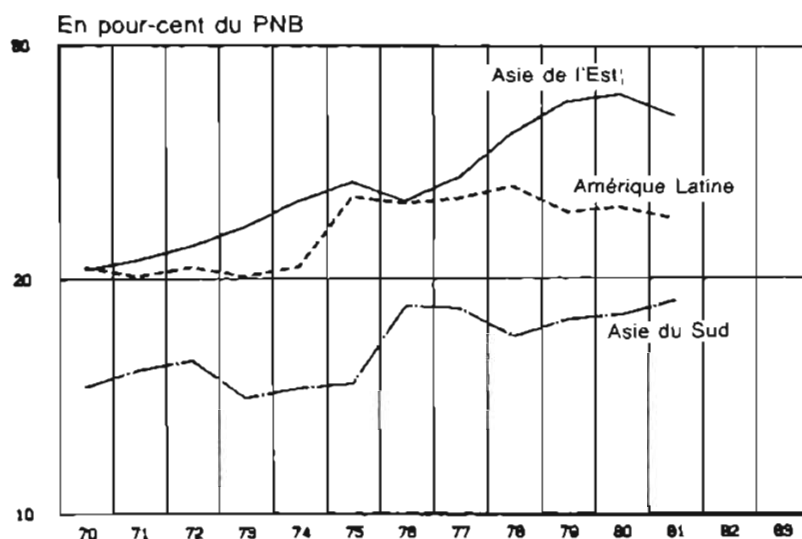
**mais les exportations de produits manufacturés,
quoique très compétitives...**

Les pays asiatiques ont connu de moindres inflations que l'Amérique Latine. La hausse des prix (graphique 9), rapidement maîtrisée après chacun des chocs pétroliers, s'établit à un taux voisin de celui de la France et n'a pas été avivée par les changements de parité. Les monnaies de ces pays se calent sur le dollar beaucoup plus que sur le yen ou la livre et les ajustements de taux de change ont été depuis plusieurs années assez régulièrement supérieurs aux différences entre prix nationaux et prix des Etats-Unis. Des dévaluations réelles ont ainsi pu être menées à bien, améliorant la compétitivité sur les marchés mondiaux sans remettre en cause les conditions internes de fonctionnement de l'économie.

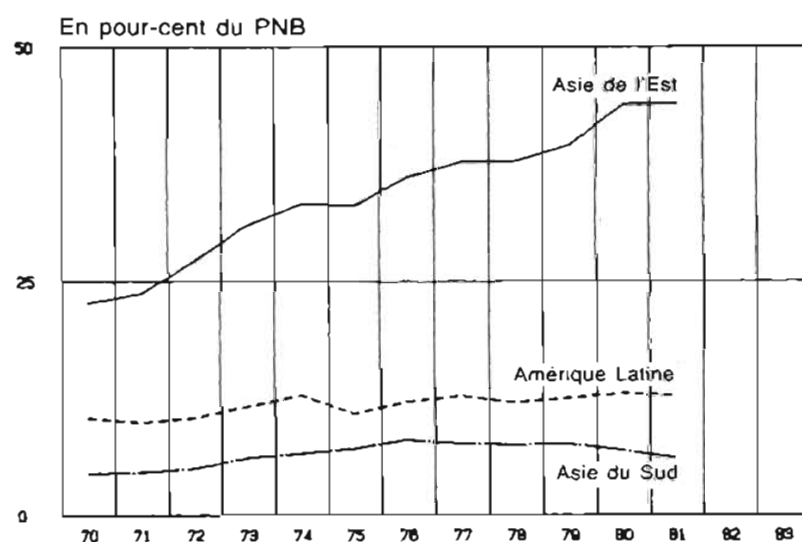


Le secteur manufacturier, initialement moins développé qu'en Amérique Latine, y a connu une croissance plus rapide. Tandis qu'en Amérique Latine sa valeur ajoutée constituait le quart du PNB en 1980 comme en

1970, ce ratio est passé dans le même temps de 14 % à 17 % en Asie du sud et, de 15 % à 20 % en Asie de l'est. L'Asie de l'est est celle des trois zones qui a enregistré le taux d'investissement le plus fort (graphique 10) ; c'est également celle dont l'ouverture sur l'extérieur est la plus large et a été accrue le plus rapidement.



10. Exportations (biens et services)



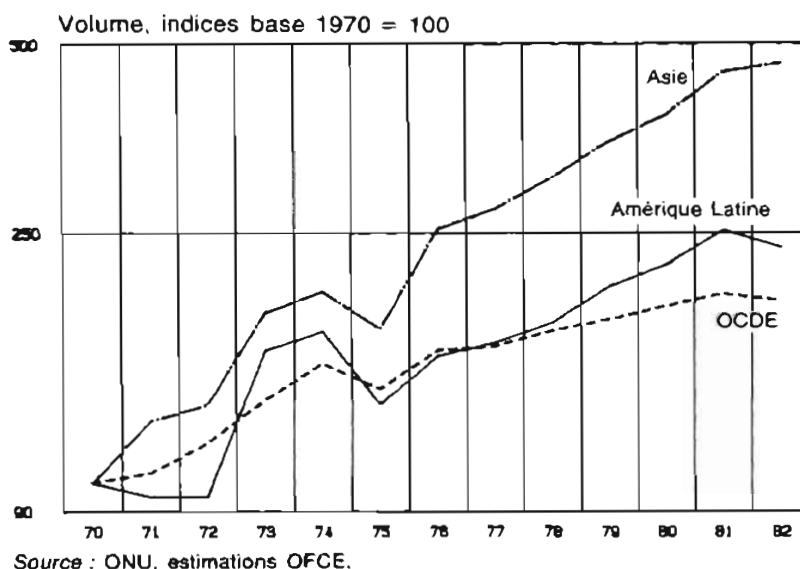
10. FBCF

Source : Estimations OFCE sur la base de données ONU et Banque Mondiale.

Cela est allé de pair avec une modification de la composition par produits des exportations, assurées pour 90 % par l'Asie de l'est et 10 % par l'Asie du sud. La part des produits manufacturés s'est élevée de 45 % en 1970 à 60 % en 1983, celle du pétrole de 5 à 20 %, tandis que celle des autres matières premières s'abaissait de 50 à 20 %.

L'Asie non socialiste est donc devenue fortement exportatrice de produits manufacturés. Un taux de progression moyen annuel de 12,5 % en volume (graphique 11) pendant la période 1970-1983 se compare à 7 % en Amérique Latine et 5,2 % dans les pays de l'OCDE. Les exportations de produits manufacturés de l'Asie équivalaient à seulement 4,2 % de celles de l'OCDE en 1970, mais à 10,5 % en 1983. Elles sont désormais nettement supérieures à celles de la France.

11. Exportations de produits manufacturés



... risquent d'être freinées au cours des prochaines années

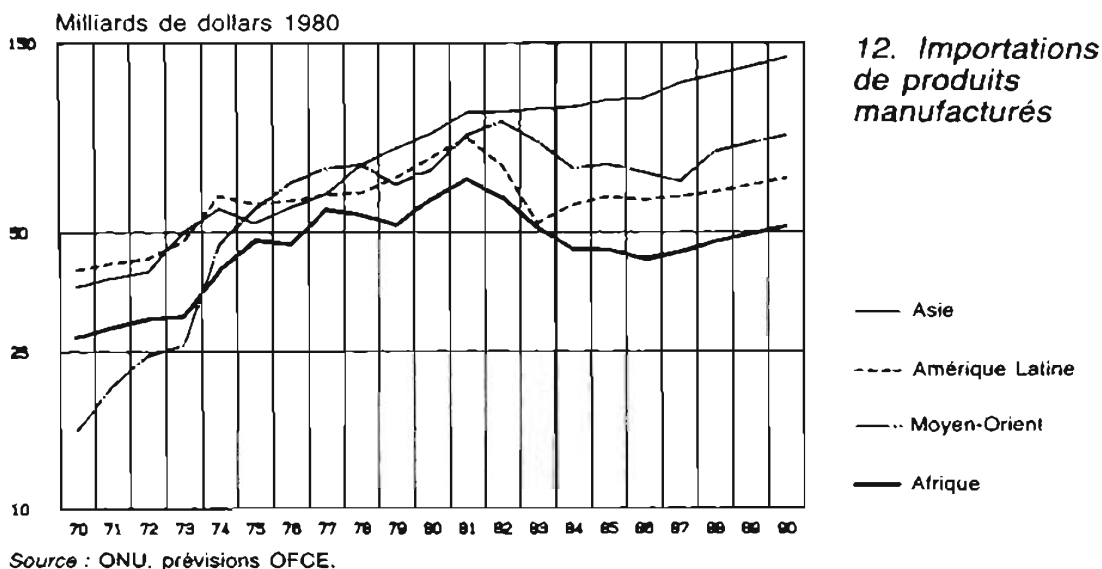
L'ampleur des performances passées risque, comme pour le Japon, de constituer un frein aux performances futures en raison de résistances grandissantes en Occident. La présente prévision retient une croissance annuelle moyenne de 3,7 % du commerce mondial de produits manufacturés en volume de 1983 à 1990. Si les pays asiatiques poursuivaient leur expansion commerciale selon le trend précédent, ils limiteraient la croissance des exportations de l'OCDE à un rythme annuel moyen de 2,5 %. Cela n'est guère vraisemblable. Les pays asiatiques se verront opposer un protectionnisme grandissant. Les exportations continueront certes à croître, mais à un rythme nettement ralenti, et divers selon les pays. Les obstacles opposés à la croissance de leurs exportations seront particulièrement préjudiciables aux pays qui se sont endettés, fut-ce moins gravement que les pays latino-américains. Ils vont se trouver désormais confrontés eux aussi à la simultanéité de l'alourdissement de la charge de leur dette et du ralentissement de leurs exportations.

Déjà des pays tels que la Corée voient s'essouffler depuis quelques années⁽⁷⁾ le type de croissance qu'ils avaient connue durant la décennie 1970. Des déséquilibres sectoriels et des tensions sociales grandissantes s'y conjuguent pour inciter à une réorientation de la production, qui désormais devrait progressivement se tourner davantage vers la consommation intérieure que vers l'exportation. Quant aux « nouveaux pays industrialisés », dits « de seconde génération », où la Malaisie fait figure d'exemple, ils risquent de voir le début de leur développement industriel entravé si le protectionnisme occidental s'oppose à toute la zone, de manière indifférenciée.

Il est néanmoins vraisemblable que l'Asie du sud-est restera une zone de croissance relativement rapide durant les années 1980, ne serait-ce

(7) Essoufflement marqué d'à-coups : en 1984 comme en 1983, le PNB de la Corée connaîtra sans doute une forte progression tirée par les exportations.

que parce que le Japon et la Californie y ont intérêt. Investissements directs japonais et prêts bancaires américains continueront sans doute à s'accroître dans une zone qui représente un potentiel productif et un marché dynamiques face à l'atonie de l'Europe et à la régression des autres zones en voie de développement. L'industrialisation de ce sous-continent continuera à s'accompagner d'une croissance ralentie, mais effective de ses importations de produits manufacturés (graphique 12), ce qui, à la fin de la décennie 1980 donnera aux échanges économiques mondiaux une configuration très différente de celle des années 1970.



Conclusion

Les perspectives qui viennent d'être évoquées procèdent sans doute plus d'affirmations que de démonstrations, la place nous faisant défaut pour les expliciter plus longuement. Pour la même raison elles présentent des raisonnements en termes de zone, ce qui laisse de côté, sans pour autant les nier, les spécificités de chaque pays. On a mis délibérément l'accent sur les contraintes extérieures pesant sur les zones en voie de développement, parce que dans ces pays qui, par choix ou par nécessité, se sont insérés dans les marchés mondiaux l'ampleur de ces contraintes fait de leur desserrement une condition nécessaire, mais bien évidemment insuffisante, de toute croissance économique d'ici la fin de la décennie.

Les évolutions ainsi envisagées sont beaucoup plus sombres que celles formulées par les organismes internationaux. Ainsi la Banque Mondiale prévoit une croissance annuelle moyenne du PNB de 4,4 % pour l'ensemble des PVD sur la période 1982-1985, puis comprise entre 4,7 % et 6,2 % pour la période 1985-1995. Les chiffres retenus ici sont de l'ordre de 0 à 1 % sur la première période, puis 2,5 % de 1985 à 1990, ce qui implique une régression du niveau de vie dans toutes les zones, à l'exception de l'Asie de l'est, puis un rattrapage extrêmement lent. Pour parvenir à des prévisions moins dramatiques que les nôtres, donc publiables, les

organismes internationaux doivent se fonder sur des hypothèses de croissance économique dans les pays de l'OCDE nettement plus rapide et supposer en outre que ces pays n'étendront pas le champ de leur protectionnisme, que les Etats-Unis cesseront d'enregistrer des cycles conjoncturels heurtés, contrairement à ce qui advient depuis de nombreuses décennies, que les déséquilibres non apurés n'entraveront pas la marche en avant des économies occidentales et ne susciteront donc ni résurgences inflationnistes ni durcissement des politiques économiques.

Il faudrait qu'à peu près toutes ces hypothèses favorables se réalisent conjointement — ce qui est, à vrai dire, improbable — pour que les évolutions plus pessimistes esquissées ici pour les zones en cause puissent être évitées. Si cette conjonction n'a pas lieu et si l'attitude du « Nord » face au « Sud » n'est pas modifiée, il est à craindre que le sous-développement de la plupart des pays dits « en développement » aille en s'aggravant.

ANNEXES

I. La répartition des PVD en zones

La distinction OPEP/non OPEP a été écartée au profit d'une ventilation par zones géographiques pour les raisons suivantes :

— de nombreux PVD n'appartenant pas à l'OPEP sont désormais exportateurs nets de pétrole ; il s'agissait en 1983 des pays suivants : Angola, Argentine, Bahrein, Birmanie, Bolivie, Brunei, Cameroun, Colombie, Congo, Egypte, Guatemala, Malaisie, Mexique, Pérou, Syrie, Trinité et Tobago, Tunisie, Zaïre ;

— le groupe « OPEP » est très hétérogène, les pays qui le composent sur quatre continents étant très différents en taille et en structures économiques ; l'excédent courant de l'« OPEP » est en fait celui de quelques pays du Moyen-Orient ;

— les « PVD non OPEP » sont également très hétérogènes, ceux d'Afrique noire restant massivement producteurs de produits primaires, ceux d'Asie de l'est étant devenus massivement exportateurs de produits manufacturés.

Les échanges de l'OCDE avec les pays en voie de développement

Moyenne 1981-1982. Milliards de dollars

		Exportations fob de l'OCDE vers les PVD	Importations caf de l'OCDE en provenance des PVD
Afrique	OPEP (Algérie, Gabon, Libye, Nigéria)	30	45
	Autres	46	35
Moyen- Orient	OPEP (Arabie Saoudite, EAU, Irak, Iran, Koweït, Qatar) . . .	65	117
	Autres	17	10
Amérique latine	OPEP (Equateur, Vénézuéla)	12	13
	Autres	62	64
Asie	OPEP (Indonésie)	9	20
	Autres	89	85
Total	Total OPEP	116	195
	Total Autres	214	194

Source : OCDE. Statistiques mensuelles du commerce extérieur. Série A.

II. Estimation des soldes des balances courantes

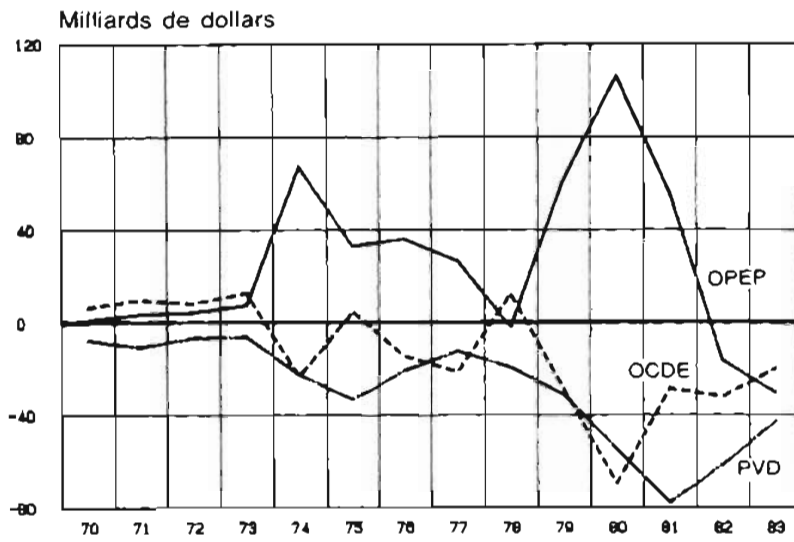
Le solde des balances courantes des différentes zones, agrégées au niveau mondial, devrait être nul ; or un déficit de 20 milliards de dollars est apparu en 1980, qui a atteint 50 milliards en 1981 et 100 en 1982. Cette incohérence statistique résulte pour les marchandises en grande partie de facteurs conjoncturels (fluctuations du commerce mondial et des taux de change), pour les flux d'invisibles d'éléments plus structurels.

Les organisations internationales (Rapport annuel de la BRI en 1983, Perspectives économiques mondiales du FMI de mai 1983, Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 1983) mentionnent ainsi les échanges de services entre l'OCDE et l'OPEP : la forte progression statistique des dépenses de la seconde zone aurait dû avoir pour contrepartie une forte progression des recettes de la première. Mais la construction et l'ingénierie sont difficiles à appréhender avec les méthodes de comptabilisation des balances des paiements en vigueur dans les pays de l'OCDE.

Les profits tirés des investissements directs à l'étranger (après distribution de dividendes) qu'ils soient ou non rapatriés ne sont comptabilisés de manière distincte dans les balances des paiements de l'OCDE que pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni ; or ces profits se sont dégradés fortement durant les premières années 1980, accentuant l'écart statistique au niveau mondial. Par ailleurs, la ventilation par zone des flux globaux de revenus d'investissement fait apparaître une augmentation importante des paiements effectués par les pays en voie de développement, qui aurait dû se retrouver dans une augmentation des recettes de l'OPEP et de l'OCDE ; cela tient sans doute au recours de plus en plus fréquent aux paradis fiscaux par lesquels transite une partie de ces flux de capitaux.

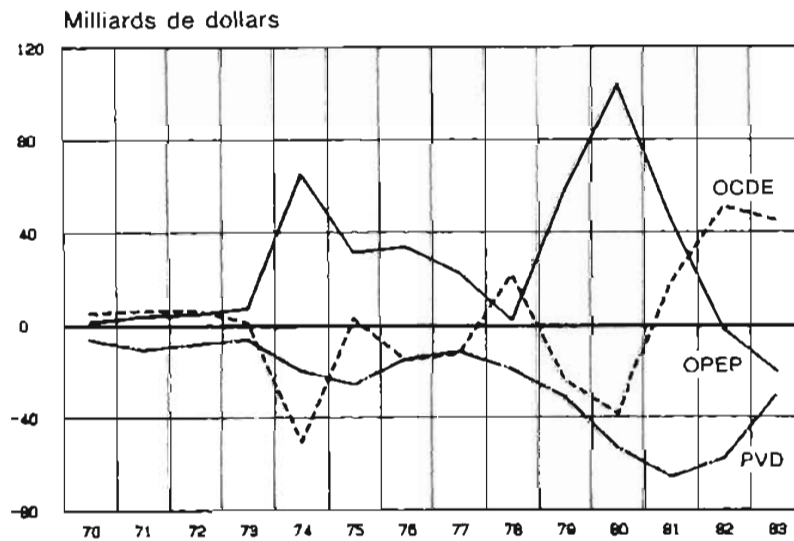
En s'appuyant sur les chiffrements du CEPIL⁽⁸⁾, on a ventilé l'écart statistique mondial entre les différentes zones pour présenter des balances courantes « corrigées » (graphiques 13). Signalons en outre que la balance courante des Etats-Unis a probablement été excédentaire en 1982 et que son déficit a sans doute été en 1983 inférieur de 20 à 25 milliards de dollars à ce qu'indiquent les chiffres officiels.

(8) « Une vision mondiale des balances des paiements ». La lettre du CEPIL, 15 décembre 1983.



13. Soldes des balances courantes à l'égard du reste du monde

Soldes officiels



Soldes corrigés

Sources : FMI, OCDE ; soldes corrigés : estimations OFCE.